

Les Etats sujets primaires du DIP

Section 1. Les caractéristiques de l'Etat.

§1. Les éléments constitutifs de l'Etat.

- **Le territoire** : Il y a le territoire terrestre et le territoire maritime (eaux intérieures + mer territoriale jusqu'à 12 miles après la ligne de base, incluant les fonds marins et le sous sol). En cas de pays limitrophes, il faut un accord équitable entre les Etats. En ce qui concerne le territoire aérien, il s'agit de la couche atmosphérique qui surplombe les territoires terrestre et maritime de l'Etat, jusqu'à l'espace extra atmosphérique considéré comme international.

- **La population** : C'est l'ensemble des personnes vivant sur le territoire étatique national et étranger, ainsi que celles rattachées de façon stable à un Etat par un lien juridique (nationalité). Le lien est fixé de façon discrétionnaire par les Etats (ex : Loi du sol et loi du sang). Une personne peut aussi être apatride, pluripatride ou naturalisée (sous réserve d'effectivité).

- **Le gouvernement** : Il s'agit de l'organisation politique qui englobe l'ensemble des pouvoirs publics d'un Etat, mais le droit international est indifférent quant à la forme de ce gouvernement, car l'Etat a une autonomie constitutionnelle.

§2. La souveraineté comme critère et attribut essentiel de l'Etat.

- **La notion de souveraineté** : La souveraineté a un aspect interne (l'Etat possède une autorité libre par rapport aux groupements et individus établis sur son territoire) et une souveraineté externe (absence de toute subordination vis-à-vis des gouvernements étrangers). L'Etat est donc un destinataire direct des normes de droit international et sa personnalité juridique internationale est indissociable de sa souveraineté. La compétence étatique est autonome avec une liberté totale de décision (aucune autorité étrangère ne peut la soumettre), et l'Etat n'est souverain que s'il est soumis directement et immédiatement au droit national.

- **Conséquences de la souveraineté** : Les Etats sont juridiquement égaux entre eux (résolution du 24 octobre 1970), et ne peuvent s'immiscer dans les affaires relevant de la compétence d'un autre Etat. Ce principe s'applique aussi entre une organisation internationale et ses Etats membres. Il y a toutefois 3 exceptions, à savoir lorsque l'intervention est sollicitée ou consentie, dans le cadre d'une intervention humanitaire, ou enfin en vertu du principe de « responsabilité de protéger » (la population d'un Etat qui ne les protège pas lui-même).

§3. Les compétences internationales de l'Etat.

- **La compétence territoriale de l'Etat** : Sur son territoire, l'Etat exerce sa souveraineté territoriale, et il dispose de la plénitude de ses compétences souveraines dans la limite de ses

engagements nationaux.

- ***La compétence personnelle de l'Etat*** : L'Etat peut exercer certains pouvoirs sur ses nationaux où qu'ils se trouvent, mais a aussi le devoir de les protéger.

- ***La compétence de l'Etat relative au fonctionnement des pouvoirs publics*** : L'Etat a un pouvoir de réglementation exclusif du fonctionnement de ses pouvoirs publics, et peut les contrôler également. Quand un Etat a consenti à ce que les services publics étrangers s'installent sur son territoire, la compétence relative aux services publics prime sur la compétence territoriale et sur la compétence personnelle d'un autre Etat. Les normes d'un Etat peuvent avoir une portée extra territoriale mais leur exécution ne se fait que si l'Etat de séjour ne s'y oppose pas (affaire du lotus).

Section 2. Formation et transformation de l'Etat.

§1. Le droit international et l'acquisition des territoires.

- ***L'acquisition des territoires sans maîtres*** : Théories de l'occupation effective, de la contiguïté géographique et des secteurs.

- ***Les transferts territoriaux entre Etats*** : Il existe les transferts conventionnels (cession, fusion), et les transferts non conventionnels (décision d'une OI, conquête ou conquête après une guerre).

§2. Les mutations territoriales dans le monde contemporain.

- ***Le principe de l'intégrité territoriale et l'interdiction du recours à la force*** : Chaque Etat doit respecter le territoire de l'autre (article 2 de la Charte des nations unies), et ne peut imposer par la force une mutation territoriale sous peine de réaction licite des autres Etats.

- ***La question du droit de sécession et la décolonisation*** : La sécession est une situation dans laquelle une partie de la population décide de dissocier une partie de cet Etat pour en former un nouvel Etat B ou pour unir un Etat C. Le droit international fait primer l'intégrité territoriale sur le droit de sécession. Le droit à la décolonisation se fonde sur la charte des nations unies, et est devenu une règle coutumière (droit des peuples à disposer d'eux mêmes). Les Etats décolonisés conservent les frontières définies par le colonisateur (pour éviter les luttes fratricides).

- ***La réunification et la dissolution d'Etats*** : processus qui consiste à réunir deux Etats qui historiquement n'en formaient qu'un (ex : RFA-RDA). La dissolution d'Etat se produit quand un Etat préexistant éclate en plusieurs Etats nouveaux et l'Etat préexistant disparaît (ex : URSS, Yougoslavie).

§3. Les conséquences de la naissance d'un Etat.

- ***La reconnaissance d'Etat*** : C'est l'acte par lequel un Etat existant constate officiellement l'existence d'un nouvel Etat sur la scène internationale. Il s'agit d'un acte discrétionnaire qui peut être soumis à conditions (ex : pas de recours à la force, reconnaissance des droits de l'homme dans cet Etat...), et peut être express ou tacite, unilatéral ou collectif, de droit ou de fait. Il existe la théorie déclarative (l'Etat n'a pas besoin d'être reconnu pour exister), et la théorie constitutive ou attributive (l'Etat n'existe que s'il a été reconnu comme tel).

- ***La succession d'Etats*** : Il s'agit de la substitution d'un Etat à un autre dans l'exercice des compétences internationales sur un territoire. En matière de traités, le principe de la « table rase » prévaut, et les traités existants prennent fin, sauf exceptions (ex : frontières). S'agissant des biens, archives et dettes d'Etat, les créances dues à l'Etat prédécesseur continuent de l'être à l'Etat successeur, mais les dettes ne le sont pas. L'Etat successeur peut revenir sur les droits publics (nationalité...), mais pas sur les droits privés (propriété...).